



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Swiss Confederation

---

## **Organisation pour l'interdiction des armes chimiques**

### **104<sup>ème</sup> Session du Conseil exécutif**

#### **Déclaration**

**S.E. Corinne Cicéron Bühler**  
**Représentante permanent de la Suisse auprès de l'OIAC**

**Débat général**

**La Haye, 10-13 Octobre 2023**

---

## **Organisation for the Prohibition of Chemical Weapons**

### **104<sup>rd</sup> Session of the Executive Counsel Statement**

**H.E. Corinne Cicéron Bühler**  
**Permanent Representative of Switzerland the OPCW**

**General Debate**

**The Hague, 10-13 October 2023**

Monsieur le Président,

Comme c'est la première fois que je prends la parole dans ce forum, permettez-moi de vous féliciter de présider ce Conseil exécutif. Je vous remercie vivement pour votre gestion efficace de la 104. session du Conseil exécutif. Je tiens également à féliciter le Directeur General et le Secrétariat technique pour leur précieux travail.

L'utilisation d'armes chimiques constitue une grave violation du droit international, en particulier de la Convention sur les Armes Chimiques. La Suisse souligne qu'elle condamne avec la plus grande fermeté l'utilisation d'armes chimiques par qui que ce soit, sur quelque continent et dans quelque circonstance que ce soit.

Alors que cette semaine marque le dixième anniversaire de l'entrée en vigueur de la Convention sur les armes chimiques pour la République arabe syrienne, la Suisse souhaite attirer votre attention sur les points suivants :

Cela fait dix ans que des armes chimiques ont été utilisées à grande échelle dans la Ghouta, principalement contre des civils, y compris des enfants. Il s'agit de l'un des cas les plus dévastateurs d'utilisation d'armes chimiques depuis l'entrée en vigueur de la Convention. En outre, les enquêtes indépendantes et impartiales menées par les Nations unies et l'OIAC ont conclu à neuf reprises qu'il y avait des motifs raisonnables de croire que la République arabe syrienne était responsable de l'attaque. Les responsables doivent être traduits en justice. Il est inacceptable que cela n'ait pas encore été fait. Les victimes de ces crimes méritent justice.

En outre, dix ans se sont écoulés depuis la déclaration initiale de la Syrie concernant son programme d'armes chimiques. Une décade plus tard, il y a encore beaucoup d'incohérences entre la déclaration initiale et les soumissions ultérieures. Ces questions doivent être clarifiées et la Suisse exhorte la République arabe syrienne à respecter pleinement les obligations qui lui incombent en vertu de la Convention et de la résolution 2118 du Conseil de sécurité. Permettez-moi également de réitérer la pleine confiance de la Suisse dans le travail de l'OIAC et de ses missions. Leur travail est fondamental, leur intégrité et leur professionnalisme ne font aucun doute.

J'ajoute que la Suisse salue les informations que nous venons de recevoir concernant le 25e cycle de consultations avec les autorités syriennes. Nous espérons qu'il s'agit d'un premier pas vers le plein respect de la Convention par la Syrie.

Monsieur le Président,

Des questions restent également en suspens concernant l'empoisonnement avéré de M. Navalny en 2020 à l'aide d'un agent Novichok. La Suisse condamne l'empoisonnement et appelle la Russie à respecter les obligations qui lui incombent en vertu de la Convention et à coopérer pleinement avec l'OIAC.

Au cours de l'année écoulée, nous avons en outre reçu des rapports inquiétants concernant l'utilisation d'agents anti-émeutes le long des lignes de front en Ukraine. La Suisse tient à souligner que l'utilisation d'agents antiémeutes n'est autorisée qu'aux fins validées par la Convention et dont les types et quantités sont compatibles avec ces buts. Leur utilisation en tant que méthode de guerre est contraire à la Convention. Par conséquent, si ces allégations devaient être confirmées, une telle utilisation constituerait une violation du droit international, y compris de la Convention sur les armes chimiques.

Sur une note plus positive, la Suisse félicite l'OIAC de la destruction irréversible de tous les stocks d'armes chimiques déclarés. Il s'agit d'une étape historique pour l'OIAC et tous ses États parties. Nous devons maintenant nous concentrer sur la prévention de la réapparition des armes chimiques et veiller à ce que l'OIAC conserve ses connaissances afin d'être en mesure de continuer de vérifier la destruction des armes chimiques à l'avenir.

Dans ce contexte, il est important que l'Organisation dispose des ressources financières nécessaires à la mise en œuvre de son mandat et pour prévenir l'inquiétante résurgence de l'emploi d'armes chimiques. Nous nous réjouissons du travail accompli par le secrétariat technique, les co-facilitateurs et les États parties pour finaliser le programme et le budget révisés pour le prochain cycle biennal 2024-25. Nous soutiendrons les efforts pour atteindre un résultat qui permette à l'OIAC d'exercer de manière efficace ses mandats.

Monsieur le Président,

La Suisse reconnaît l'existence de nombreux développements positifs bien que la cinquième conférence d'examen n'ait pas permis de parvenir à un consensus. Permettez-moi d'en souligner quelques-uns :

Premièrement, la Suisse a souligné à plusieurs reprises qu'un régime de vérification robuste et actualisé constitue un moyen de dissuasion puissant contre l'utilisation d'armes chimiques et un outil important de sensibilisation. Nous sommes heureux que le travail productif au sein du cluster industriel progresse et nous continuerons à soutenir activement ce processus.

Deuxièmement : des processus formalisés ont été mis en place pour la politique de titularisation et la représentation géographique. La Suisse a plaidé en faveur de processus d'engagements inclusifs qui favorisent la représentation régionale et l'équilibre entre les genres sans perdre les compétences professionnelles. Nous nous félicitons de la mise en place du groupe de travail sur la représentation géographique et de la facilitation de la politique de titularisation de l'OIAC.

Enfin, nous saluons l'initiative sur l'engagement de la société civile, prise par l'Allemagne et l'Équateur. La société civile joue un rôle essentiel pour relever les défis actuels et futurs et atteindre notre objectif commun d'un monde sans armes chimiques. Nous pensons toutefois que ce potentiel n'est que partiellement exploité aujourd'hui. La Suisse est prête à s'engager dans une discussion sur la manière de renforcer l'engagement de la société civile.

Soyez assurés que la Suisse continuera à soutenir activement l'Organisation et ses missions.

Je demande que cette déclaration soit considérée comme un document officiel de cette session du Conseil exécutif et soit publiée sur Catalyst et sur le site officiel de l'OIAC.

Je vous remercie, Monsieur le Président.

Mr. Chairperson,

As this is the first time I take the floor in this forum, allow me to congratulate you on chairing this Executive Council. Thank you very much for your efficient management of the 104th session of the Executive Council. I would also like to congratulate the Director General and the Technical Secretariat for their valuable work.

The use of chemical weapons is a serious violation of international law, in particular of the Chemical Weapons Convention (CWC). Switzerland strongly condemns the use of chemical weapons by anyone, on any continent and under any circumstances.

As this week marks the tenth anniversary of the entry into force of the Chemical Weapons Convention for the Syrian Arab Republic, Switzerland would like to draw your attention to the following points:

It has been ten years since chemical weapons were used on a large scale in Ghouta, mainly against civilians, including children. This was one of the most devastating instances of the use of chemical weapons since entry into force of the Convention. In addition, the independent and impartial investigations carried out by the United Nations and the OPCW have concluded on nine occasions that there were reasonable grounds to believe that the Syrian Arab Republic was responsible for the attack. Those responsible must be brought to justice. It is unacceptable that this has not yet been done. The victims of these crimes deserve justice.

Furthermore, it has been 10 years, since Syria's initial declaration of its chemical weapons program. A decade later, there are still many inconsistencies between the initial declaration and subsequent submissions. These questions need to be clarified and Switzerland urges the Syrian Arab Republic to fully comply with its obligations under the Convention as well as the Security Council Resolution 2118. Let me also reiterate Switzerland's full confidence in the work of the OPCW and its missions. Their work is fundamental, and their integrity and professionalism are beyond doubt.

In addition, Switzerland welcomes the information we have just received concerning the 25th round of consultations with the Syrian authorities. We hope that this is a first step towards Syria's full compliance with the Convention.

Mr. Chairperson,

Questions also remain regarding the proven poisoning of Mr. Navalny in 2020 with a Novichok agent. Switzerland condemns the poisoning and calls on Russia to respect its obligations under the Convention and to cooperate fully with the OPCW.

Over the past year, we have also received worrying reports of the use of riot control agents along the front lines in Ukraine. Switzerland wishes to emphasize that the use of riot control agents is authorized only for the purposes validated by the Convention, and in types and quantities compatible with these purposes. Their use as a method of warfare is contrary to the Convention. Consequently, should these allegations be confirmed, such use would constitute a violation of international law, including the Chemical Weapons Convention.

On a more positive note, Switzerland commends the OPCW on the irreversible destruction of all declared chemical weapons stockpiles. This is a historic milestone for the OPCW and all its State Parties. Now, we need to focus on preventing the re-emergence of chemical weapons and make sure that the OPCW is able to retain the knowledge necessary to verify the destruction of chemical weapons in the future.

In this context, it is important that the Organization has the necessary financial resources to implement its mandate and to prevent the worrying resurgence in the use of chemical weapons. We welcome the work done by the Technical Secretariat, the co-facilitators and the States Parties to finalize the revised program and budget for the next biennial cycle 2024-25. We will support efforts to achieve an outcome that enables the OPCW to effectively exercise its mandates.

Mr. Chairperson,

Switzerland recognizes many positive developments, even though the Fifth Review Conference failed to reach a consensus. Allow me to highlight a few of them:

First, Switzerland has repeatedly stressed that a robust and up-to-date verification regime constitutes a powerful deterrent against the use of chemical weapons and is an important tool in raising awareness. We are pleased that productive work in the Industry Cluster is progressing and we will continue to actively support in this process.

Second, formalized processes have been established for Tenure Policy and Geographical Representation. Switzerland has been advocating for inclusive employment practices that promote regional representation and gender balance without losing professional competences. We, thus welcome the start of the working group on geographical representation as well as the facilitation regarding the tenure policy of the OPCW.

Finally, we welcome the initiative on engagement with civil society, taken forward by Germany and Ecuador. Civil Society plays an essential role in addressing current and future challenges and achieving our common goal of a world free of chemical weapons. However, we believe that the corresponding potential is not fully exploited today. Switzerland stands ready to engage in a discussion on how to enhance the engagement with civil society.

Rest assured that Switzerland will continue to actively support the Organization and its missions.

I request that this statement be considered an official document of this Executive Council session and be published on Catalyst and on the OPCW's official website.

Thank you, Mr. Chair.